RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la santé et de la prévention

Décret n° du
relatif au cumul de la pension d'invalidité avec d'autres revenus et modifiant diverses
dispositions relatives aux pensions d'invalidité (rectificatif)

NOR :

***Publics concernés :** assurés invalides salariés, caisses de sécurité sociale.*

***Objet :** rectification des modalités d'indemnisation du titulaire de la pension d'invalidité en cas d'exercice d'une activité professionnelle, notamment sur le niveau de plafonnement du salaire de comparaison.*

***Entrée en vigueur :** le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le décret initial aménage les modalités de suspension de la pension d'invalidité en cas d'exercice d'une activité professionnelle, en permettant, pour les salariés, un cumul intégral des revenus d'activité et de la pension d'invalidité jusqu'à ce que le revenu disponible de l'assuré redevienne similaire à celui qu'il avait avant son passage en invalidité, puis en organisant au-delà de ce seuil la réduction de la pension de l'équivalent de la moitié des gains constatés. Le seuil étant initialement plafonné au montant du plafond annuel de la sécurité sociale en vigueur, il est relevé à 1,5 fois de ce plafond.*

***Références :** le décret rectifie le décret n°2022-257 du 23 février 2022 relatif au cumul de la pension d'invalidité avec d'autres revenus et modifiant diverses dispositions relatives aux pensions d'invalidité et plus particulièrement l'article R. 341-17 du code de la sécurité sociale. Ses dispositions peuvent être consultées, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la prévention ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 341-1 et L. 341-12 ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

L'article R. 341-17 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après les mots « en cas de reprise » sont ajoutés les mots : « ou de poursuite » ;

2° Au troisième alinéa, après les mots : « dans la limite » sont ajoutés les mots suivants « de 1,5 fois le montant annuel »

Article 2

Le ministre de la santé et de la prévention est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et
numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre des solidarités, de l'autonomie
et des personnes handicapées,

Jean-Christophe COMBE

Le ministre délégué auprès
du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté
industrielle et numérique, chargé
des comptes publics,

Gabriel ATTAL